



# FR

Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA) à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

### Document relatif à l'action intitulée

### «Projet d'appui à la mise en œuvre et à la coordination du FED – PAMOCFED»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Projet d'appui à la mise en œuvre et à la coordination du FED – PAMOCFED Numéro CRIS: CF/FED/040-338 Financé par le 11° Fonds européen de développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Afrique centrale, République centrafricaine			
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) entre l'Union européenne et la République centrafricaine pour la période 2014-2020			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Autres mesures d'appui	Aide publique au développement: OUI <sup>1</sup>		
5. Montants concernés	Coût total estimé: 4 057 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 4 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de la République centrafricaine pour un montant de 57 000 EUR.			
6. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec la République centrafricaine			
7. a) Code CAD	15110 - Politiques publiques et gestion administrative - 100 %			
b) Principal canal de distribution	52000 – Autres (Secteur privé)			
8. Marqueurs (issus du	Objectif stratégique généré-	Non ciblé	Objectif	Objectif

<sup>1</sup> L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

formulaire CRIS CAD)	ral		important	principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	N/A			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD 1 - Éradication de la pauvreté.			

**RESUME:**

Le projet d'appui à la mise en œuvre et à la coordination du FED (PAMOCFED) est conçu pour appuyer l'ordonnateur national du FED dans l'identification, la formulation, l'exécution technique et financière, la mobilisation d'une assistance ponctuelle et le suivi et évaluation des projets/programmes financés avec le PIN 11° FED.

# 1 CONTEXTE

## 1.1 Contexte national

La République centrafricaine (RCA) se remet d'une crise politique et sécuritaire majeure survenue en 2013. Ces événements ont causé une crise humanitaire et une récession économique sans précédent dans l'histoire du pays, ainsi que la destruction d'infrastructure et de graves violations des droits de l'homme.

L'élection du président Faustin-Archange Touadéra, d'une nouvelle Assemblée nationale, et la constitution d'un nouveau gouvernement en avril 2016 ont mis fin à trois années de transition politique et marquent un nouveau chapitre dans l'histoire de la République centrafricaine. Cependant, le pays continue de faire face à de nombreux défis. Le contexte sécuritaire reste volatile et la légitimité et présence de l'État et de ses institutions républicaines ont été ébranlées par la crise.

La situation humanitaire dans une grande partie du pays reste très grave, notamment pour les populations déplacées et réfugiées. De manière générale, la RCA est un des pays les moins avancés au monde, avec un taux élevé de pauvreté, d'insécurité alimentaire et un manque d'accès aux services de base.

La République centrafricaine continue de faire face aux défis propres à un État post-conflit. L'insuffisance des ressources intérieures et extérieures, les profondes déficiences structurelles, les faibles capacités institutionnelles et les carences du climat des affaires sont autant de facteurs persistants qui font obstacle au décollage économique.

La République centrafricaine demeure un état en construction qui figure dans la liste des pays en situation fragile. Pays enclavé, elle doit faire face à l'instabilité régionale (Soudan, Tchad, République démocratique du Congo) et à une instabilité politique et sécuritaire interne avec un processus de paix encore fragile et de nombreuses zones d'insécurité persistantes. La stabilité politique dans le pays et la sous-région est un enjeu majeur pour la mise en œuvre effective des activités prévues dans les projets/programmes du 11<sup>e</sup> FED et des suivants.

La faiblesse des capacités institutionnelles (en nombre et en qualité) demeure une contrainte majeure entravant la bonne mise en œuvre des réformes que les autorités de la République centrafricaine ont entreprises depuis 2016. La reconstruction de l'État demeure un défi: l'autorité de l'État est peu présente dans une grande partie du territoire et les fonctionnaires restent encore très largement concentrés à Bangui. Ce contexte laisse libre cours à des modes informels de structuration des acteurs locaux, finissant par remettre en cause l'autorité de l'État et les fondements d'un État de droit.

### 1.1.1 *Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE*

Le PIN du 11<sup>e</sup> FED s'aligne avec le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA), qui constitue le cadre de référence pour la coopération du pays avec ses partenaires au développement et auquel l'UE a activement contribué.

L'objectif du RCPCA est de « créer les bases d'un développement économique et social durable et inclusif, notamment à travers la restauration et l'extension de l'État sur toute l'étendue du territoire et un investissement public massif, afin de consolider la paix ». Cette stratégie du gouvernement est axée autour de trois (3) piliers, à savoir:

- Pilier 1: Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation.
- Pilier 2: Renouveler le contrat social entre l'État et la population.
- Pilier 3: Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Le PIN du 11<sup>e</sup> FED est en cohérence avec le RCPCA. L'UE interviendra dans trois (3) secteurs d'intervention prioritaires:

- Secteur 1: Gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation.
- Secteur 2: Réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique.
- Secteur 3: Résilience rurale et création d'emploi.

En plus des interventions dans ces trois secteurs, il est prévu une mesure d'appui pour faciliter la mise en œuvre du FED, qui fait l'objet de la présente fiche d'action.

Cette mesure d'appui prend place dans une démarche de renforcement de la cellule de l'ordonnateur national (ON) qui s'inscrit dans la durée. Compte tenu des faiblesses institutionnelles en RCA et afin de permettre à l'ordonnateur national du FED, le ministre de l'économie, du plan et de la coopération (MEPC), de jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu par l'Accord de partenariat UE-ACP, une Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CAONF) a été mise en place depuis 1998.

Elle n'a pu commencer à exercer son rôle qu'à partir de décembre 2001 (CAONF I - 8<sup>e</sup> FED; CAONF II - 9<sup>e</sup> FED et CAONF III - 10<sup>e</sup> FED) et a bénéficié d'une aide européenne de plus en plus importante. Jusqu'en 2007, ses résultats ont fait l'objet d'évaluations positives dans le cadre des ROM (« Results-Oriented Monitoring ») mais ils se sont dégradés depuis 2007 malgré la mobilisation d'une assistance technique court terme. La mission d'évaluation à mi-parcours (2015) a révélé des insuffisances dans la gestion du projet - insuffisances qui se sont considérablement accrues depuis 2015. La mission a formulé une série de recommandations concernant notamment la gestion et la formation des ressources humaines, le renforcement de la fonction de suivi-évaluation des projets, le besoin d'un manuel interne de procédures et l'amélioration dans la gestion financière de projet.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

À travers une exécution efficace et rigoureuse des ressources du FED, le projet bénéficie à l'ensemble de la population centrafricaine. Sur le plan institutionnel, le projet fait intervenir 4 acteurs principaux: l'ordonnateur national du FED, maître d'ouvrage de l'ensemble des projets/programmes, l'assistance technique, maître d'œuvre, la Délégation de l'Union européenne et les ministères techniques maîtres d'œuvre des projets/programmes, au niveau central, mais également déconcentré.

Un dialogue avec les organisations de la société civile (OSC) au niveau national et régional sera progressivement instauré en vue d'une meilleure implication de ces derniers à tous les niveaux du processus de développement, depuis la définition des politiques jusqu'à la mise en œuvre de projets et programmes, comme stipulé dans l'Accord de partenariat ACP-UE.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Avec les appuis multiples et multiformes de la CAONF depuis 1998, certes, des résultats ont été engrangés: à travers le transfert de compétences au personnel via une approche coaching et la mise en place d'outils et de méthodes par les missions d'assistance technique, on constate que le personnel de la CAONF (tous contractuels) et les maîtres d'œuvre (ministères techniques) disposent de capacités minimums en matière de programmation, identification, formulation et mise en œuvre, de gestion financière et contractuelle des projets et programmes financés par le FED. Toutefois, malgré ces avancées, des problèmes majeurs persistent encore: i) non-appropriation du MEPC (services de l'ON) des appuis, ii) instabilité du personnel-cadre (contractuels et fonctionnaires en disponibilité), iii) cadre de travail étroit et inadapté, iv) inexistence de manuel interne de procédures administratives, comptables et financières, v) manque de système de suivi-évaluation et vi) manque de système d'archives physique et électronique.

Le mode de fonctionnement de la CAONF depuis sa création à ce jour montre que la structure mise en place ne permet ni d'assurer la pérennité des acquis, ni l'appropriation des acquis par le MEPC, ni de fonctionner de manière à atteindre ses objectifs tels que fixés par les Accords de partenariat ACP-UE.

Force est de constater qu'entre la situation actuelle en RCA et ce qu'il faudrait atteindre pour se conformer à la stratégie-cadre de la Commission européenne en matière d'aide extérieure, *Backbone Strategy* de juillet 2008<sup>2</sup>, traduction « active » de la Déclaration de Paris et de l'Agenda d'Accra, le fossé est grand et l'adaptation aux changements est très lente et difficile. Aussi, l'appui proposé constitue-t-il un compromis entre les difficultés d'adaptation aux changements et la nécessaire évolution vers un alignement du pays sur la Déclaration de Paris et sur les stratégies de la Commission.

## 1.2 Autres domaines d'évaluation

S.O.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
L'instabilité politique et la violence dans le pays ressurgissent.	M	Suivi de proximité de la part de la Délégation de l'UE.
Le personnel local est instable.	M	Amélioration des conditions de travail (ergonomiques et financières). Dialogue soutenu entre la Délégation de l'UE et l'ordonnateur national.
Le haut fonctionnaire chargé de la coordination n'a pas le profil requis.	M	Clarification des attentes et accord sur les critères de sélection entre la Délégation de l'UE et l'ordonnateur national du FED; Dialogue soutenu entre la Délégation de l'UE et l'ON.
<b>Hypothèses</b>		
La principale hypothèse sur laquelle repose la faisabilité de ce projet est la poursuite du renforcement de la stabilité politique, économique et institutionnelle de la République centrafricaine et la bonne conduite du processus de désarmement-démobilisation-réinsertion-réintégration.		
Une seconde hypothèse est que l'État poursuivra les réformes institutionnelles engagées, notamment celles de la gestion des finances publiques, de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que ses efforts pour rendre plus transparente et efficiente la gestion de la chose publique: gestion des fonds, passation des marchés publics, recrutements.		
Les locaux destinés à héberger la CAONF seront disponibles et fonctionnels; ils seront équipés de tous les moyens matériels (mobilier et matériels de bureau, matériels de reprographie et de communication, équipements informatiques installés en réseau, équipements, etc.).		
L'ordonnateur national du FED assignera un haut fonctionnaire pour assumer la mission de coordination de la CAONF.		
L'État s'engage à prendre à sa charge les dépenses d'eau et d'électricité et tous les frais inhérents à la sécurisation des locaux.		

<sup>2</sup> Réformer la coopération technique et les unités d'exécution des projets pour l'aide extérieure de la Commission européenne. Stratégie-cadre. Juillet 2008.

### **3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES**

#### **3.1 Enseignements tirés**

Le projet s'inscrit en continuité des appuis successifs à l'ON (CAONF I, II et III) pour l'amélioration de la coopération entre l'Union européenne et la République centrafricaine. L'un des constats de tous ces appuis est que, bien qu'ayant fait preuve d'efficacité au début, il n'y a pas eu de réelle appropriation par le MEPC qui assure le rôle de l'ordonnateur national du FED. Il y a lieu de mettre en œuvre de façon urgente toutes les recommandations proposées par la mission d'évaluation à mi-parcours.

Avec une administration dont les capacités demeurent encore faibles, un nouvel appui à l'ordonnateur national du FED est essentiel pour le bon déroulement de la coopération RCA-UE afin de permettre au pays de profiter pleinement des ressources du PIN 11<sup>e</sup> FED.

Ce projet prend en considération: (i) les résultats de l'évaluation à mi-parcours de la PAONF III (2015), du rapport final de la mission de l'assistance technique auprès de la CAONF III (août 2016); (ii) les résultats de la vérification des comptes de la CAONF III, de la Facilité de coopération technique IV (FCT IV) ainsi que des projets et programmes du 10<sup>e</sup> FED.

#### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Le projet s'inscrit en synergie avec les interventions de l'Union européenne en matière d'appui institutionnel et de bonne gouvernance sous le 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> FED et 11<sup>e</sup> FED.

#### **3.3 Questions transversales**

L'action bénéficiera d'abord aux franges les plus pauvres de la population par une exécution plus rigoureuse des ressources du FED à travers la mise en œuvre des projets et programmes, le dialogue avec les Acteurs non étatiques, l'amélioration de la bonne gouvernance, la concertation entre acteurs et la prise en compte des spécificités liées au genre, à la protection de l'environnement et à la décentralisation/développement communautaire.

Le recrutement du staff d'assistance technique ainsi que le choix des fonctionnaires affectés à la structure d'appui devra tenir compte d'une répartition équitable entre les genres. Les aspects relatifs à la bonne gouvernance seront intégrés à travers une gestion saine, transparente et efficace des fonds FED.

### **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

#### **4.1 Objectifs/résultats**

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda de la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA 2017-2021). Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 1: éradication de la pauvreté.

**L'objectif global** est de contribuer à une mise en œuvre plus efficace des ressources du FED en République centrafricaine et, par conséquent, d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'aide afin d'accroître son impact sur le développement économique et social, conformément au Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA 2017-2021) et aux Objectifs du développement durable (ODD).

**Les objectifs spécifiques** de cet appui sont les suivants:

(i) renforcer les capacités de la CAONF à répondre aux exigences en termes de programmation, conception, mise en œuvre et évaluation des projets FED et de gestion des procédures;

- (ii) renforcer ses fonctions d'appui et d'interface avec les ministères techniques et les équipes de gestion des projets et programmes de l'Union européenne; et
- (iii) améliorer la coordination et la rationalisation de l'aide (provenant du FED, du fonds Bêkou ou d'autres bailleurs).

**Résultat 1:** La qualité des programmes FED est améliorée à toutes les étapes du cycle de gestion des projets:

- Les capacités de la CAONF sont améliorées en matière d'interface et de coordination avec les acteurs de la coopération (Ministères techniques, le Comité directeur conjoint du RCPCA, les autres partenaires au développement etc.)
- Le fonctionnement de la cellule est assuré et ses capacités, ainsi que celles des ministères techniques, en matière de gestion et suivi comptable, financière, contractuelle et administrative des projets sont améliorées.
- L'ordonnateur national du FED assure efficacement ses prérogatives en matière de programmation, identification, formulation, mise en œuvre et suivi-évaluation des projets et programmes financés par le Fonds européen de développement en collaboration étroite avec les ministères techniques.
- Les délais sont réduits à toutes les étapes du cycle de gestion des projets, par l'appropriation des compétences par les maîtres d'œuvre impliqués dans la mise en œuvre des programmes indicatifs national et régional en matière de programmation, identification, formulation, mise en œuvre et suivi-évaluation des projets et programmes financés par le FED, y compris le respect des règles et procédures du FED.

**Résultat 2:** Un suivi stratégique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PIN, RCPCA, ainsi que des politiques et stratégies sectorielles, est mis en place.

## **4.2 Principales activités**

Les principales activités seront divisées en 2 composantes, qui contribuent de manière intégrée à l'atteinte des deux résultats/produits ci-dessus. De manière indicative, elles comprennent:

### ***Composante 1. Appui à l'ON/CAONF:***

- 1.1 Assurer que les étapes de mise en œuvre des projets sont réalisées dans les délais par l'élaboration des outils de travail (manuels de procédures, organigramme, plans de travail, etc.) dans le respect des règles et procédures du FED et par des appuis et conseils directs au sein des ministères techniques, maîtres d'œuvre en matière d'élaboration du dossier d'appel d'offres (DAO), de gestion contractuelle, de suivi technique et financier, de contrats de travaux, fournitures et services et dans l'organisation des réceptions techniques.
- 1.2 Établir et gérer un système de suivi-évaluation permanent des projets/programmes.
- 1.3 Maintenir un dialogue et une concertation permanents sur la mise en œuvre des projets/programmes FED avec les maîtres d'œuvre, ministères sectoriels et la Délégation de l'Union européenne en RCA.
- 1.4 Coordonner, organiser et suivre les études et évaluations nécessaires des politiques et stratégies sectorielles dans les domaines de concentration du PIN et qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du RCPCA, ainsi qu'améliorer la coordination et la rationalisation de l'aide (provenant du FED, du Fonds Bêkou ou d'autres bailleurs).
- 1.5 Améliorer la visibilité de l'aide accordée par l'Union européenne à la République centrafricaine, notamment en systématisant les outils (site web), capitalisant les expériences et élaborant des supports de communication (publication périodique).

- 1.6 Accompagner les processus de revues à mi et fin de parcours du FED ainsi que des rapports annuels conjoints en impliquant les différentes parties prenantes, y compris la société civile et les partenaires techniques et financiers (PTF).
- 1.7 Renforcer la proactivité de l'ON sur le Plan indicatif régional (PIR) et autres financements européens.
- 1.8 Appui au fonctionnement de la CAONF.
- 1.9 Contrôle financier et administratif dans les délais (suivi financier des conventions de financement et des devis-programmes, fiches de contrôle et ordres de paiement, analyse des mémoires, tableaux de bord, rapports).
- 1.10 Suivi technique des projets à travers les indicateurs établis dans les PIN, en général, et dans les cadres logiques des projets, en particulier.
- 1.11 Participation aux exercices de monitoring externe et évaluations des projets et assurer le suivi des recommandations.
- 1.12 Appui-conseil aux Ministères techniques et unités de gestion de projet pour que la gestion comptable, financière, contractuelle et administrative des projets soit conforme aux procédures de l'UE.

***Composante 2. Facilité de coopération technique:***

- 2.1. Appuyer l'élaboration des documents de programmation de qualité et dans les délais.
- 2.2. Appuyer la conception des documents d'identification et action et des dispositions techniques et administratives (DTA) de qualité dans la programmation, identification, formulation des projets et programmes financés par le FED sur le 11<sup>e</sup> PIN (cycle du projet) et dans les délais.
- 2.3. Appuyer la conception des documents de qualité permettant la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets et programmes sur les aspects de gestion-administration (procédures et règlement du FED, outils de gestion).
- 2.4. Réaliser, via des contrats d'assistance technique court-terme, des missions de suivi, de monitoring, d'évaluations et des audits qui s'avèrent nécessaires pour certains projets et dont le financement ne peut pas être assuré par ces mêmes projets.
- 2.5. Mettre en œuvre différentes actions de formation telles que des séminaires ou des activités de sensibilisation d'un projet ou programme qui s'avéreraient nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre des actions financées par l'Union européenne.
- 2.6. Réaliser, via des contrats d'assistance technique court-terme, des études et des missions d'appui et, en particulier, les études d'identification/formulation et de faisabilité nécessaires afin de définir de la façon la plus pertinente et la plus efficace possible le contenu de certaines actions prévues dans le cadre du FED.

**4.3 Logique d'intervention**

Le montage proposé est guidé par les débats récents post-Cotonou.

Il s'agit en particulier de:

- La CAONF sera appuyée par un bureau d'études qui fournira une équipe d'experts internationaux (long terme); ce bureau d'études appuiera le coordinateur dans la gestion quotidienne de la CAONF, mettra à disposition un régisseur et un comptable du devis-programme; de surcroît, il fournira un appui ponctuel par des missions court terme sur des aspects particuliers ou spécifiques.

- Le fonctionnement de la CAONF (gestion du personnel, gestion du parc automobile, frais généraux, séminaires et missions en RCA ou hors RCA) se fera dans le cadre de devis-programmes (opérations de commande privées).
- La CAONF sera rattachée au Cabinet du ministre, l'ON a indiqué sa volonté que la Cellule d'appui lui soit rattachée directement compte tenu de son importance et malgré le travail que cela représente: ce projet a donc retenu cet ancrage institutionnel en continuation avec la troisième phase du Programme d'appui à l'ordonnateur national du FED (PAONF III).
- La présentation et la nomination par l'ON d'un fonctionnaire de haut rang comme Coordonnateur de la CAONF afin de faciliter des relations de la Cellule avec la Délégation de l'Union européenne et les intervenants au niveau de l'administration et au niveau d'autres institutions. Il doit suivre et développer le programme de coopération; il doit contrôler et évaluer en vue de rendre périodiquement compte la mise en œuvre du programme de coopération; il doit définir de nouvelles stratégies en vue de l'atteinte des objectifs dans le cadre du programme de coopération.
- La nomination par l'ON du Coordonnateur de la CAONF comme ordonnateur délégué afin de faciliter le suivi des dossiers en son absence.
- Une ligne budgétaire sera réservée pour l'exécution d'études diverses pour la conception et la formulation de nouveaux projets, pour mobiliser une assistance technique ponctuelle devenue nécessaire que ce soit pour un appui complémentaire ou pour des problèmes très spécifiques et pour organiser des actions de formation pour favoriser la bonne exécution des projets.

À travers ce montage, les capacités du personnel de la CAONF et des points focaux des ministères sectoriels (niveau central et déconcentré) seront renforcées et par conséquent les services de l'ON, sous forme de mise à disposition d'une assistance technique. Si ce renforcement est réellement effectif, le futur appui à l'ON pourrait être progressivement recentré à travers un appui en fonctionnement et un encadrement suivi à travers de l'expertise court terme.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **48** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S.O.

## **5.4 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion directe et indirecte, la Commission veillera à ce que soient respectées les règles et les procédures d'application de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours et, le cas échéant, que l'action soit conforme aux mesures restrictives affectant les pays de mise en œuvre concernés.

### ***5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire***

La présente action ayant pour objectif de renforcer les capacités de la cellule de l'ordonnateur national peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la RCA conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c) du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant est égal ou inférieur à 300 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière couvre, pour un montant de 1 700 000 EUR les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

## **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

Catégories	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de la RCA (EUR)
Estimation du salaire du coordonnateur de la CAONF estimé	-	32 000
Estimation électricité, eau et gardiennage CAONF	-	25 000
<b>5.4.1 - Gestion indirecte avec la République centrafricaine dont</b>	<b>3 890 000</b>	<b>-</b>
<i>Composante 1 - Appui à l'ON/CAONF (montants indicatifs)</i>	<b>2 890 000</b>	
<i>Devis programme</i>	1 700 000	-
<i>Passation de marchés (Assistance technique (AT) long terme et Assistance technique court terme, y inclus Communication et visibilité)</i>	1 190 000	-
<i>Composante 2 - Passation de marchés - facilité de coopération technique (AT court terme ponctuelle pour études et formulation de projets; montants indicatifs)</i>	<b>1 000 000</b>	<b>-</b>
<b>5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit</b>	<b>60 000</b>	<b>-</b>
<b>Provisions pour imprévus</b>	<b>50 000</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>57 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

- La maîtrise d'ouvrage sera assurée par l'ordonnateur national du FED.
- L'ordonnateur national du FED s'engage à présenter à la Délégation de l'UE et à prendre en charge le salaire du fonctionnaire pour assumer la mission de coordination de la CAONF de façon à ce que sa nomination officielle soit effective au plus tard un mois après la signature de la convention de financement.
- Le fonctionnement de la CAONF sera réalisé dans le cadre de devis-programmes (opérations de commande privées).
- La maîtrise d'œuvre sera assurée par l'assistance technique qui apportera un appui en renforcement des capacités de l'ordonnateur national du FED sous forme de mise à disposition d'une expertise de long et court terme et pour ce faire, un appel d'offres sera lancé et un contrat de services sera établi. L'appel d'offres pour ce marché sera lancé avec clause suspensive avant l'adoption de la décision de financement par la Commission européenne en vue d'accélérer la contractualisation et d'éviter un gap entre le précédent programme et celui-ci. L'assistance technique sera placée auprès des services de l'ordonnateur national du FED.

- Comme pour le PAONF III, un comité de pilotage présidé par l'ordonnateur national du FED et composé des représentants des maîtres d'œuvre, des gestionnaires de projets/programmes y compris la CAONF, les acteurs éventuels de la société civile et des représentants de l'Union européenne à titre d'observateurs sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet.
- Les paiements relatifs aux contrats de service seront exécutés par la Commission.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs) mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

En égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée pour résoudre des problèmes de mise en œuvre et/ou de stratégies.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation en 2019 (3<sup>e</sup> trimestre).

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit en 2020 (3<sup>e</sup> trimestre).

### **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'Union européenne.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Le volet communication, visibilité sera inclus dans le cadre du marché de services AT afin d'assurer la communication et la visibilité des actions de l'ordonnateur national du Fonds européen de développement, des projets et programmes FED et de l'UE sera inclus.

## **6 CONDITIONS PREALABLES**

S.O.

## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagregés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
global:  Objectif impact	Impact accru des actions de coopération RCA-UE sur le développement économique et social	1. Proportion de la population vivant sous le seuil de 1.25 USD par jour **, ***  2. Croissance réelle du PNB*	1. 2008: 62.8 %  2. 2015: 4.8 %	1. 2030: 0 %  2. à déterminer selon projections du Gouvernement centrafricain	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur les ODD en RCA</li> <li>• Rapports annuels du FMI et autres bailleurs</li> </ul>	
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	Meilleures performances d'exécution des projets et programmes FED en collaboration étroite avec les ministères techniques	1. Taux d'engagement et de décaissement du 11 <sup>e</sup> FED**  2. Degré de participation de l'ON et des ministères techniques concernés dans le processus des revues annuelles et mi-parcours du PIN 11 <sup>e</sup> FED	1. 0 % (premiers engagements en 2017)  2. Capacité limitée de l'ON et des ministères techniques à participer aux revues annuelles et mi-parcours.	2021: engagements: 100 %  2. participation accrue de l'ON et des ministères techniques aux revues annuelles et mi-parcours.	1. EAMR  2. Revues annuelles et mi-parcours du PIN 11 <sup>e</sup> FED	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du renforcement de la stabilité politique, économique et institutionnelle de la RCA ainsi que du processus de DDRR.</li> <li>• Poursuite des réformes institutionnelles engagées pour la bonne gestion des finances publiques pour la transparence de gestion publique</li> </ul>

Produits	<p><b>PRODUIT 1:</b> La qualité des programmes FED est améliorée à toutes les étapes, du cycle de gestion des projets</p>	<p>1. % de projets marqués d'un feu rouge au niveau de la mise en œuvre et de l'atteinte des objectifs **</p> <p>2. Qualité des documents produits par la CAONF</p> <p>3. Aptitude à assurer la coordination interne et externe</p> <p>4. Degré de respect des calendriers de mise en œuvre des projets</p>	<p>1. EAMR 2016: pas plus de 10 %</p> <p>2,3,4: Données non disponibles.</p> <p>Il est proposé d'effectuer une analyse en collaboration avec l'équipe de la CAONF en début de projet afin d'établir l'état des lieux de la performance de la CAONF et fixer les cibles.</p>	<p>1. Annuellement: Pas plus de 10 %</p>	<p>1. EAMR</p> <p>2,3,4: Compte-rendu des réunions conjointes entre les services de l'ON et de la DUE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de mission des visites conjointes ON/DUE/MOE de projet</li> <li>• Compte-rendu des Comités de pilotage</li> <li>• Compte-rendu des Comités techniques de suivi</li> <li>• Rapports de mission de suivi et d'évaluation des projets FED</li> <li>• Rapports de la CAONF et des projets</li> <li>• Rapports périodiques émanant du monitoring de projets</li> <li>• Revue de mi-parcours</li> <li>• Rapports périodiques de l'assistance technique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilité du personnel de la CAONF</li> <li>• Stabilité du personnel des ministères techniques</li> </ul>
	<p><b>PRODUIT 2:</b> Un suivi stratégique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PIN, RCPCA, ainsi que des politiques et stratégies sectorielles, est mis en place</p>	<p>1. Qualité du dialogue et de la concertation sur la mise en œuvre des projets/programmes FED et sur les secteurs de concentrations du PIN</p> <p>2. Degré de participation des acteurs aux processus de revues à mi et fin de parcours du FED ainsi qu'aux rapports annuels conjoints (RAC)</p>	<p>1: Le dialogue politique sur les secteurs de concentration du PIN n'est pas encore structuré</p> <p>2: La participation des parties prenantes aux revues à mi- et fin- de parcours du FED est insuffisante</p>	<p>1: le dialogue politique autour des secteurs de concentration du PIN est structuré</p> <p>2: Un cadre de dialogue avec les parties prenantes, y inclus la société civile et les PTF, est fonctionnel et contribue à la discussion du prochain</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte-rendu des réunions de la structure de suivi du RCPCA</li> <li>• Revue mi-parcours du PIN 11e FED</li> <li>• Compte-rendu des comités de pilotage</li> <li>• Rapports de l'assistance technique</li> <li>• Rapports de la CAONF</li> <li>• Revue à mi-parcours su PIN</li> </ul>	<p>Système performant de communication et de circulation de l'information relative à la coopération UE-RCA est mis en place</p> <p>Mise à disposition d'un haut fonctionnaire chargé de la coordination de la CAONF et de la coopération EU/ON.</p>

		3: Qualité du suivi des programmes FED	3: Les comités de pilotage des projets se tiennent irrégulièrement	PIN 3: les comités de pilotage des projets du 11 <sup>e</sup> FED se tiennent régulièrement	11e FED • Rapports annuels conjoints	
--	--	--	--	--	---	--

\*\* : Cadre de résultats de l'UE

\*\*\* : Objectifs de Développement Durable